

Délibération n° 94-20 AT du 10 mars 1994 portant administration du régime de solidarité de la Polynésie française

Paru in extenso au journal officiel n°12 N du 24/03/1994 à la page 569

Version en vigueur au 23/05/2022

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,
Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;
Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;
Vu la délibération n° 94-8 AT du 10 février 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;
Vu l'arrêté n° 232 CM du 4 mars 1994 soumettant trois projets de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;
Vu le caractère d'urgence desdits projets signalé par lettre n° 28 PR/CM du 4 mars 1994 ;
Vu la lettre n° 112 AT du 7 mars 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;
Vu le rapport n° 22-94 du 10 mars 1994 de la commission permanente ;
Dans sa séance du 10 mars 1994,

Adopte :

Article 1er

Le régime de solidarité territorial (R.S.T.) assure la gestion des prestations servies aux ressortissants de ce régime. Il est chargé du service des prestations.

Art. LP 2 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Le régime de solidarité de la Polynésie française (RSPF) est administré et géré par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale tel que défini par l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié.

Le directeur de la caisse et l'agent comptable exercent leurs attributions dans les conditions fixées par l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié.

Art. 3 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 4 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 5 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 6 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 6-1 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 7 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 8 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 9 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 10 *Rédaction issue de Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022*

Article abrogé

Art. 11

Des arrêtés pris en conseil des ministres déterminent, en tant que de besoin, les conditions d'application de la présente délibération.

Art. 12 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Tinomana EBB.

La présidente,
Tuianu LE GAYIC.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 94-20 AT du 10 mars 1994](#), JOPF n° 12 N du 24/03/1994 à la page 569
- [Délibération n° 94-136 AT du 2 décembre 1994](#), JOPF n° 50 N du 15/12/1994 à la page 2334
- [Délibération n° 97-13 APF du 4 février 1997](#), JOPF n° 8 N du 20/02/1997 à la page 347
- [Délibération n° 2000-111 APF du 28 septembre 2000](#), JOPF n° 41 N du 12/10/2000 à la page 2425
- [Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004](#), JOPF n° 15 N du 08/04/2004 à la page 1212
- [Arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018](#), JOPF n° 24 N du 23/03/2018 à la page 5332
- [Loi du Pays n° 2021-22 du 30 avril 2021](#), JOPF n° 45 NS du 30/04/2021 à la page 3154
- [Loi du pays n° 2022-21 du 23 mai 2022](#), JOPF n° 51 NS du 23/05/2022 à la page 3872